

# L'Europe face au défi du vieillissement

La chute de la population active va mettre le financement de nos dépenses sociales à rude épreuve et peser sur la croissance

Les Finlandais appellent cela «*äitiyspakkaus*», et ils sont très fiers de cette tradition. Chez eux, chaque future mère reçoit de l'Etat, avant la naissance, une boîte en carton contenant tout le nécessaire pour le nourrisson. Une fois vide, elle se transforme en couffin. Symbole de la politique familiale généreuse du pays nordique, cette «*baby box*» fut créée en 1938 pour encourager la natalité. Mais aujourd'hui, elle ne suffit plus : en 2016, pour la première fois depuis cent quarante-huit ans, le nombre de morts (53 629) a dépassé celui des naissances (52 645) en Finlande. «*Un choc*», raconte Timo Hirvonen, économiste chez FIM Bank, à Helsinki. *Cela nous a brutalement rappelé que nous vieillissons. Et que le déclin démographique va nous poser un défi majeur.*

Ce n'est pourtant rien à côté de celui qui attend l'Italie. Il y a quelques mois, le maire d'Ollolai, pittoresque village de Sardaigne, a mis en vente 200 maisons pour 1 euro chacune, dans l'espoir de repeupler son bourg : en cinquante ans, la population a chuté de 2 250 à 1 300 habitants. Une dizaine de villages italiens ont déjà tenté l'expérience, avec plus ou moins de succès. Et d'autres devraient suivre : en 2017, la population de la péninsule, où les décès surpassent également les naissances, a fondu de 100 000 personnes. L'équivalent de la ville de Pise rayée de la carte.

Ces dix dernières années, l'Union européenne (UE) s'est concentrée sur l'urgence : réparer les dégâts de la crise de 2008, nettoyer son secteur bancaire, relancer l'économie. Elle en a presque oublié l'autre mutation à l'œuvre, susceptible de transformer son économie en profondeur. «*Comme l'ensemble des pays industrialisés, l'Europe vieillit rapidement du*

*fait de l'allongement de l'espérance de vie et de la chute de la natalité*», dit Laurent Chalard, géographe de la population à Paris-Sorbonne.

Ces prochaines années, la plupart des pays membres vont voir leur population en âge de travailler diminuer. D'après les projections d'Eurostat, celle-ci (20-64 ans) devrait baisser de 0,4 % par an d'ici à 2040. Sans apport migratoire, l'Europe pourrait perdre 16 % de sa population d'ici à 2060. Et pour cause : à 1,6 enfant par femme, son taux de fécondité est inférieur au seuil nécessaire (2,05, soit 205 enfants pour 100 femmes) pour assurer le renouvellement des générations.

## Des spécificités nationales

Tous les pays ne sont pas logés à la même enseigne. «*La France est mieux lotie, elle vieillit moins vite que l'Italie, l'Espagne ou l'Allemagne*», rappelle Gérard Cornilleau, économiste à l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE). D'après les projections de la Bundesbank, la population en âge de travailler (45,8 millions d'individus aujourd'hui) devrait diminuer de près de 2,5 millions de personnes d'ici à 2025 outre-Rhin. Le basculement observé en Europe de l'Est est plus vertigineux encore : après la chute du bloc communiste, la natalité s'est effondrée tandis que l'émigration a explosé. Vingt millions de personnes ont quitté la région depuis les années 1990, soit 5,5 % de la population. Si bien qu'aujourd'hui, les entreprises polonaises, tchèques ou hongroises font face à une pénurie de main-d'œuvre si sérieuse qu'elle risque de freiner le rattrapage économique de ces pays.

Les optimistes soulignent qu'à l'Ouest, cette mutation représente aussi une opportunité. C'est l'eldorado de «*l'économie argente*», en référence aux cheveux poivre et sel des seniors. Selon

Natixis, celle-ci pèse aujourd'hui 8 900 milliards de dollars (7 500 milliards d'euros) annuels dans le monde, et contribuera pour un tiers à la croissance des principales économies ces trente prochaines années. Car les têtes grises consomment. Bénis soient les baby-boomers, aujourd'hui au seuil de retraite.

Grâce à la forte croissance des «*trente glorieuses*», dont ils ont profité à plein, ils disposent d'un pouvoir d'achat et d'un patrimoine relativement confortables. Pour le tourisme, l'industrie pharmaceutique ou la finance, ils représentent un marché considérable. «*Au début des années 2000, l'Allemagne vivait son vieillissement avec angoisse*, remarque Cécile Oberlé, spécialiste de la société allemande à Paris-I et à l'UMR Siroce, un laboratoire spécialisé sur l'Europe. *Aujourd'hui, il est vu de façon bien plus positive : les seniors s'engagent, bougent, participent à la société de façon dynamique.*»

Mais il ne faut pas s'y tromper : la génération du baby-boom est une exception dans l'histoire. Celles qui suivront ne disposeront probablement pas des mêmes marges de manœuvre financières. Et dans tous les cas, le vieillissement mettra le financement de nos dépenses sociales à rude épreuve. Dans l'UE, les dépenses publiques des pays membres liées à la retraite et à l'aide aux personnes âgées devraient gonfler de 50 % d'ici à 2060 pour atteindre 12 % du produit intérieur brut (PIB), selon Bruxelles. Sans parler des dépenses de santé. Pour y faire face, nombre d'Etats ont commencé des réformes afin d'assurer la pérennité de leurs systèmes de retraite.

Mais le vieillissement aura aussi une incidence sur la croissance de long terme. Elle est délicate à évaluer. Certaines études théoriques estiment que le déclin démographique est une opportunité pour

gérer le ralentissement de l'économie – voire la décroissance promue par certains pour adapter notre consommation aux ressources limitées de la planète. D'autres jugent qu'il devrait se traduire par un niveau de richesse par habitant plus élevé, et nous amènera à innover davantage pour remplacer le départ des travailleurs. D'autres, enfin, soulignent que le vieillissement des actifs provoquera une baisse de la productivité, une moindre diffusion du progrès technique et le déclin de l'innovation.

Il est probable que cela dépende beaucoup des spécificités nationales, comme des politiques publiques mises en œuvre pour accompagner (et freiner) le phénomène. Décaler l'âge du départ en retraite ne suffira pas. «*Former les seniors afin qu'ils conservent leur emploi et continuent de développer leurs compétences est tout aussi indispensable*», souligne Mathilde Lemoine, chef économiste du groupe Edmond de Rothschild, dans une note sur le sujet. En particulier en France, où les plus de 45 ans peu qualifiés bénéficient rarement de formation.

Autre piste : l'ouverture à l'immigration, à laquelle s'essaye, par exemple, l'Allemagne. Mais aussi, le développement du taux d'emploi des femmes, trop faible dans certains pays. Notamment dans le sud de l'Europe, où beaucoup de mères cessent de travailler pour élever les enfants, ou sont cantonnées aux emplois précaires. Ici, l'enjeu n'est pas seulement de compenser le déclin de la population active. Il est aussi de réduire les inégalités parmi les retraités. Car selon Eurostat, les pensions des femmes européennes sont, en moyenne, 37 % plus basses que celles des hommes. ■

MARIE CHARREL

Quatrième volet : Les promesses vacillantes de l'euro

## La démographie enrave la dynamique salariale au sein de la zone euro

**C'EST L'UNE DES ÉNIGMES** de la reprise. En dépit du redémarrage de l'activité et de l'emploi, la dynamique des salaires dans les économies développées, et particulièrement dans la zone euro, reste faible au regard de ce qu'elle était il y a quelques décennies. Le phénomène n'est pas surprenant dans des pays tels que la France et l'Italie, où le taux de chômage demeure relativement élevé. Il l'est beaucoup plus en Allemagne, où le quasi-plein-emploi devrait alimenter une hausse plus franche des rémunérations et de l'inflation, son corollaire.

Pour les économistes, ce faible dynamisme est en partie lié à l'expansion des formes de sous-emploi et de précarité, comme les temps partiels subis ou les « minijobs » allemands. Cela tient aussi au développement des services, où les salariés sont moins syndiqués que dans l'industrie et donc en moins bonne position pour négocier des augmentations.

Une autre piste est évoquée : le vieillissement démographique. Sur les 7,5 millions d'emplois créés dans la zone euro depuis 2013, plus de 6 millions sont occupés par des travailleurs de plus de 50 ans. « *Le taux de participation des travailleurs âgés de 55 à 64 ans à la popula-*

*tion active a augmenté de 33 % à 55 % en moyenne dans l'OCDE depuis vingt ans* », rappellent Benoît Mojon, économiste à la Banque de France, et Xavier Ragot, président de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), dans une note publiée en mars.

### Précarisation de l'emploi

« *Aux Etats-Unis, dans la zone euro et au Royaume-Uni, le vieillissement de la main-d'œuvre, lié à l'allongement de l'âge légal de départ à la retraite, à la hausse de l'espérance de vie et à la baisse de la natalité, est un frein à la dynamique salariale* », souligne Sylvain Broyer, économiste chez Natixis, qui travaille régulièrement le sujet. En effet, les plus de 55 ans expérimentés ont déjà un salaire élevé. La croissance de leur rémunération est donc moins forte.

D'autant que certains préfèrent renoncer à des hausses de salaire pour garder leur emploi plus longtemps, dans l'espoir d'améliorer le montant de leur future retraite. En outre, les seniors sont enclins à être plus présents dans les services, où la productivité est plus basse que dans l'industrie, ce qui se traduit par des salaires moins dynamiques. Autrement dit, « *l'offre de travail des baby-boomers pèse sur*

*l'inflation* », notent MM. Mojon et Ragot. Selon leurs calculs, une augmentation de 10 % du taux de participation des 55-64 ans à la population active induit une baisse de l'inflation salariale de 0,3 %.

De surcroît, « *le vieillissement de la main-d'œuvre et la précarisation de l'emploi vont de pair* », observe M. Broyer.

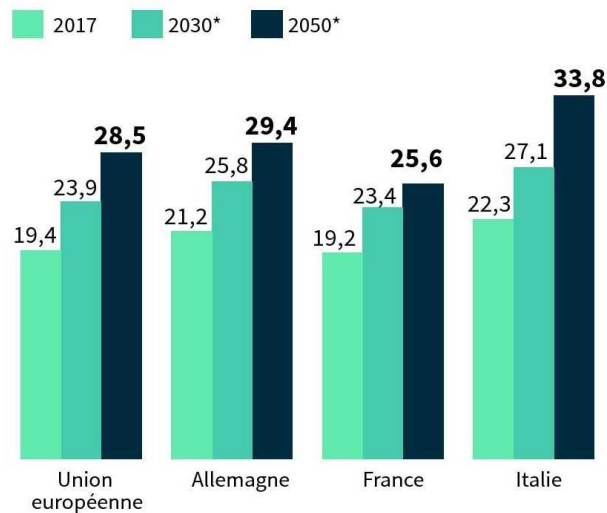
D'abord, parce que les seniors représentent une part importante des emplois à temps partiel volontaires. Ensuite, parce que l'allongement de l'âge légal de départ à la retraite peut empêcher les plus jeunes d'accéder au CDI, ce qui alimente la précarisation de l'emploi des moins de 25 ans. Dans ces conditions, « *il n'y a pas de raison d'anticiper une accélération forte et rapide des salaires dans la zone euro, au Royaume-Uni et aux Etats-Unis* », conclut M. Broyer.

Le cas du Japon, où le vieillissement est plus accentué encore qu'en Europe, laisse penser que le phénomène est réversible. Lorsque le poids des plus de 55 ans dans la main-d'œuvre nipponne a dépassé un certain seuil (17 % du total), la corrélation entre vieillissement et frein au dynamisme des salaires a commencé à s'estomper. En France, cela devrait se produire entre 2020 et 2040, selon l'Insee. ■

M. C.

### La part des plus de 65 ans augmente

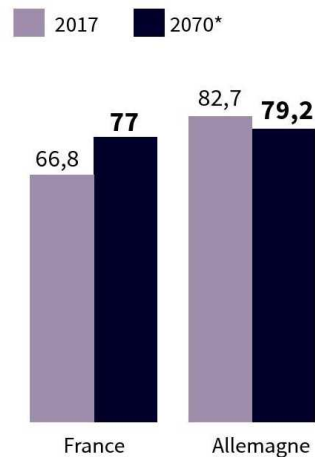
EN POURCENTAGE DE LA POPULATION TOTALE



\* Projections

### La population allemande va décliner

EN MILLIONS D'HABITANTS



SOURCES : EUROSTAT ET PRÉVISION COMMISSION EUROPÉENNE

# Les faux-semblants du système suédois de retraite

Le modèle qui inspire tant Emmanuel Macron se révèle inégalitaire, pénalisant les femmes et les travailleurs aux carrières morcelées

MALMÖ (SUÈDE) -  
correspondante régionale

**B**irgitta ne se plaint pas. Cette ex-cantinière d'une usine d'Helsingborg, dans le sud de la Suède, a «*la santé*». Entre les promenades dans le quartier et les activités du club de retraités, elle trouve à s'occuper, même si elle doit veiller à ses dépenses. La fringante octogénaire touche 12 000 couronnes (près de 1 700 euros) de retraite et l'équivalent de 200 euros d'allocation logement par mois. Une fois les charges et le loyer de son deux-pièces payés, il lui reste 485 euros pour se nourrir et s'habiller.

Femme, sans diplôme, vivant seule, embauchée à mi-temps et partie en préretraite à 61 ans en raison d'une blessure au cou, elle aurait pu servir de tête d'affiche à la campagne lancée en février par Pensionsmyndigheten, l'Office des pensions, pour sensibiliser les membres du *Riskgruppen* (le «groupe à risque») – ces salariés dont les pensions atteindront à peine le seuil de pauvreté, le jour où ils arrêteront de travailler.

Plus de 300 000 retraités suédois sont déjà dans cette situation (ils touchent moins de 1 165 euros par mois), soit 16,8 % des plus de 65 ans et 24,35 % des plus de

75 ans. Ils sont les grands perdants d'un système de retraite adopté en 1994 et qui sert aujourd'hui d'inspiration à la France, avec son régime universel, ses comptes notionnels (comptes individuels de cotisations) et des pensions indexées sur l'espérance de vie.

Il devait permettre de résoudre le financement des retraites, alors devenu intenable pour le royaume du fait du vieillissement de la population. Aucun âge légal de départ en retraite n'est fixé. A l'époque, note Ole Settergren, analyste auprès de Pensionsmyndigheten, «*le législateur pensait que, si les pensions étaient indexées sur l'espérance de vie, les gens partiraient plus tard, quand la durée de vie s'allongerait, pour garder le niveau de leur retraite*».

Mais «*l'idée a échoué*», constate l'analyste, même si le système est à l'équilibre et déconnecté des finances de l'Etat. Alors que les Suédois devraient travailler jusqu'à 67 ans pour conserver une retraite constante, ils s'arrêtent en moyenne à 65 ans. Résultat : leur pension équivaut à 53 % de leur salaire de fin de carrière, contre 60 % en 2000.

## « Régime sous-financé »

Le 14 décembre, les six partis for-

mant le «*Pensiongruppen*» – sociaux-démocrates, conservateurs, libéraux, centristes et chrétiens-démocrates, rejoints par les Verts en 2014 – ont proposé une série de mesures visant à reporter l'âge du départ à la retraite. D'ici à 2026, les Suédois devront attendre 64 ans pour commencer à toucher leur pension (contre 61 ans actuellement). Le versement de la pension minimale garantie sera indexé sur la durée moyenne de vie.

Conjointement, l'Office suédois des pensions ne recommande plus d'âge idéal pour arrêter de travailler, comme il le faisait chaque année dans ses «*enveloppes orange*» envoyées à tous les citoyens. «*Nous préférons qu'ils se connectent à leur compte retraite pour en suivre l'évolution et agir en fonction*», explique M. Settergren. Parmi les conseils dispensés : négocier une retraite complémentaire pour ceux qui n'en ont pas, éviter le temps partiel, travailler plus longtemps ou épargner.

«*Le problème, avec ce système, est qu'il exige de l'individu qu'il fasse les bons choix tout au long de sa vie*», remarque Anders Thoré, expert auprès de l'organisation de retraités Pro. Ainsi, les femmes, dont beaucoup ont opté pour le temps partiel et qui sont pénali-

sées par des salaires de 12 % plus faibles en moyenne que ceux des hommes, perçoivent 600 euros de moins qu'eux à la retraite.

Or travailler plus longtemps n'est pas une option pour tous, note M. Thoré, qui dénonce l'injustice du système, car «*l'espérance de vie n'augmente pas pour tout le monde*». Les organisations de retraités exigent une hausse des cotisations. «*Le régime des retraites est sous-financé*», juge Christina Tallberg, présidente de Pro.

«*On était déjà conscient du problème quand on a créé ce système, mais il fallait faire une réforme*», lâche Daniel Suhonen, président de Katalys, un cercle de réflexion orienté à gauche. Il rappelle les propos de l'ex-premier ministre Göran Persson, qui constatait, en 2017 : «*Nous avons le meilleur système de retraite au monde, avec le seul petit défaut qu'il donne des pensions trop basses*».

Alors que des élections législatives se profilent le 9 septembre, les partis multiplient les annonces. Le chef du gouvernement, Stefan Löfven, a promis de débloquer 400 millions d'euros pour les retraités. «*Les plus de 65 ans représentent un quart de l'électorat. On ne peut plus les ignorer*», se réjouit M<sup>me</sup> Tallberg. ■

ANNE-FRANÇOISE HIVERT

# L'Allemagne, eldorado des jeunes Roumains

En dix ans, le nombre d'immigrés roumains, attirés par le plein-emploi, a été multiplié par plus de sept

BERLIN - correspondance

Vlad Chalapco et Andra-Laura Oancea se sont rencontrés il y a deux ans au consulat de Roumanie à Stuttgart. Les deux jeunes Roumains, âgés de 25 ans, ont croisé leurs regards en dépouillant les bulletins de vote aux élections. Et ils ne se sont plus quittés. Enfin, façon de parler. Pas question pour les tourtereaux de compromettre leurs carrières respectives. Après des études de mécanique à l'université de Stuttgart, Vlad Chalapco poursuit actuellement ses études à Londres. Andra-Laura Oancea, elle, est restée à Stuttgart, où elle est cadre chez un sous-traitant automobile.

Dans l'Allemagne du quasi-plein-emploi, les opportunités ne manquent pas pour les jeunes Roumains qualifiés. Difficile de résister aux sirènes de l'industrie allemande quand le salaire minimum roumain est d'environ 400 euros par mois. A 25 ans, Vlad Chalapco est en négociation pour un poste à l'Office européen des brevets, à Munich. Il est aussi en contact avec le groupe automobile et d'armement Rheinmetall. Ce dernier évalue actuellement un investissement en Roumanie et pourrait avoir besoin d'un directeur d'usine. «*En Roumanie, l'enseignement en mathématiques, en physique et en chimie dans le secondaire est souvent très bon. A mon arrivée à l'université de Stuttgart, je me sentais plutôt à l'aise, alors que certains de mes collègues allemands voyaient certains concepts abordés pour la première fois*», se souvient Vlad.

Vlad Chalapco a eu la chance de fréquenter une école bilingue allemande en Roumanie. Son père, Vasile Chalapco, entrepreneur installé à Brasov, dans les Carpates, a tenu à ce que son fils poursuive ses études outre-Rhin. Mais aujourd'hui, l'hémorragie des jeunes Roumains commence à l'inquiéter. «*J'ai beaucoup de difficulté à recruter des personnes qualifiées. Beaucoup de jeunes sont partis vers l'Ouest. Les gens qui restent ont vieilli. On manque d'ouvriers, mais aussi de personnel qualifié, des gens capables de développer les ventes et de bâtir un plan d'affaires. Cela ralentit beaucoup la croissance de l'entreprise*», explique M. Chalapco.

## Deux figures opposées

Hors réfugiés, les Roumains sont le groupe d'immigrés qui a connu la progression la plus spectaculaire en Allemagne ces dernières années. Depuis 2014, date à laquelle la période de transition négociée par l'Allemagne et l'Autriche avec la Roumanie en matière de libre circulation est arrivée à son terme, environ 80 000 Roumains se sont installés chaque année en Allemagne. Avec 622 000 ressortissants dans le pays recensés par Destatis en 2017, contre 84 000 il y a dix ans, ils représentent aujourd'hui le cinquième groupe d'immigrés outre-Rhin, derrière les Turcs, les Polonais, les Syriens et les Italiens.

Dans l'imaginaire collectif outre-Rhin, deux figures opposées de l'immigré roumain s'opposent : le médecin des hôpitaux de campagne et l'ouvrier des abat-

toirs. Le premier est un privilégié. Parce que l'Allemagne ne forme pas suffisamment de médecins, les petits hôpitaux font campagne pour recruter des médecins roumains, réputés pour la qualité de leur formation. Là, ils bénéficient de très bons salaires. «*Nous avons des collègues roumains depuis environ dix ans dans nos hôpitaux*, confirme Stefan Breidt, porte-parole du groupe des Cliniques de Thuringe, qui emploie au total 10 800 personnes dans cette région de l'est de l'Allemagne. *Nous sommes très dépendants des médecins étrangers. Nous leur offrons en général une aide à l'installation, ainsi que des cours de langue.*» Selon les dernières statistiques de la Chambre fédérale des médecins, 4 500 médecins roumains travaillent en Allemagne, où ils constituent le plus gros contingent de praticiens étrangers. Trois mille cinq cents d'entre eux sont salariés des hôpitaux.

A l'autre extrême de l'échelle sociale, l'ouvrier roumain des abattoirs est la figure emblématique du travailleur peu qualifié venu d'Europe de l'Est. Elle est apparue dans l'opinion publique au moment de la révélation dans les médias des conditions de travail dans l'industrie de la viande, dans les usines de Basse-Saxe et de Rhénanie-du-Nord-Westphalie. Les étrangers venus de Roumanie ou de Bulgarie y sont embauchés sous «*contrats d'usine*», hors de toute convention collective. Avant l'introduction du salaire minimum, ils n'étaient payés que quelques euros de l'heure. Les secteurs de l'agriculture, de la restau-

ration ou des chantiers navals sont aussi très demandeurs de ces travailleurs bon marché.

«*De nombreux Roumains aux qualifications faibles se retrouvent à Duisbourg ou à Gelsenkirchen, en Rhénanie-du-Nord-Westphalie. Ils attendent parfois dans la rue pour être embauchés à la journée par des gens qui profitent de leur détresse*, explique Stefan Meuser, directeur du bureau de Bucarest de la fondation Friedrich-Ebert, proche du Parti social-démocrate allemand. *Beaucoup de ces immigrants sont recrutés par des agences d'intérim ou des sociétés de placement, parfois peu scrupuleuses. Le gouvernement roumain ferme les yeux et préfère protéger des entreprises plutôt que ses citoyens. En Roumanie, des régions entières sont dépendantes des transferts d'argent de ces travailleurs de l'étranger pour survivre.*»

A Brasov, Vasile Chalapco refuse cependant de céder au pessimisme. «*Depuis quelques années, plusieurs groupes informatiques et automobiles se sont installés en Roumanie. Ils payent de bons salaires. Et aujourd'hui, les jeunes Roumains parlent souvent bien anglais, et ont de bonnes compétences techniques. Il y a des perspectives. Le problème est que le gouvernement fait trop peu actuellement pour encourager l'augmentation des salaires, en particulier dans les hôpitaux publics. Et, à cause de la corruption, pour les jeunes, les chances d'obtenir un bon poste sont très inégales, et cela en décourage beaucoup.*» ■

CÉCILE BOUTELET

## 10,6 MILLIONS

C'est le nombre d'étrangers vivant actuellement en Allemagne, sur une population totale de 82,7 millions. Un chiffre record annoncé mi-avril par l'Office fédéral des statistiques. En 2017, leur nombre a augmenté de 5,8 %. Cinq cent mille étrangers se sont ainsi installés outre-Rhin l'an passé. Les Turcs restent le groupe le plus nombreux (1,5 million). Arrivent ensuite les Polonais (860 000), les Syriens (700 000), les Italiens (640 000) et les Roumains (622 000).